

Service Environnement et Prévention des risques  
10 rue Claudius Buard  
Immeuble Le Continental  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 07/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **VOLERIE FOREZ DEGARET PIERRE**

VOLERIE DU FOREZ  
CHATEAU ST ANNE  
42130 MARCILLY LE CHATEL

Code AIOT : 0054201151

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2022 dans l'établissement VOLERIE FOREZ DEGARET PIERRE implanté VOLERIE DU FOREZ CHATEAU ST ANNE 42130 MARCILLY LE CHATEL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite se déroulait dans le cadre de la visite annuelle de la volerie par les services de la DDPP.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VOLERIE FOREZ DEGARET PIERRE
- VOLERIE DU FOREZ CHATEAU ST ANNE 42130 MARCILLY LE CHATEL
- Code AIOT : 0054201151
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Installation de présentation au public de rapaces et de perroquets

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- accès au site
- prévention des risques
- propreté du site
- gestion des effluents
- gestion des déchets et des animaux morts
- risque incendie

- installations électriques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan de secours	Arrêté Ministériel du 25/03/2004	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Élimination des déchets	Arrêté Ministériel du 25/03/2004	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra améliorer la gestion des effluents de ses animaux.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Plan de secours
<b>Constats :</b> Le plan de secours devra être mis à jour, en respectant les caractéristiques détaillées à l'annexe 1 de l'arrêté du 25/03/04 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

**N° 2 : Élimination des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Élimination des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Déchets et sous-produits animaux
<b>Constats :</b> L'exploitant élimine les os et les pelotes de réjection des rapaces dans les poubelles de la commune, ce qui est interdit.  Il lui est donc demandé d'équiper son site d'un bac ou autre contenant, réfrigéré et dédié aux os, pelotes de réjection, viandes non consommées destinés à l'équarrissage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2mois